



**A PARTIR DE 28 JANVIER : 12 PAGES TOUTES LES SEMAINES**

T2137-428-5,00 F

ISSN 0026-9433

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
145, rue Amelot  
75011 paris  
tel: 805 34.08  
Règlements à  
l'ordre de Publico

N° 428 JEUDI 21 JANVIER 1982 5,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

**Q**UAND la droite était au pouvoir, les événements de Pologne nous auraient donné l'occasion d'assister à une campagne anti-communiste et pro-libérale classique, comme ce fut le cas à l'occasion de l'invasion de la Tchécoslovaquie et de l'Afghanistan. La gauche l'ayant remplacée, l'exploitation de l'événement et sa récupération au profit des politicards prend un sens différent. En effet, l'Etat est entre les mains d'une coalition socialo-communiste. Les événements de Pologne viennent transformer la ligne de séparation entre socialistes et communistes, en ligne de fracture possible. C'est l'union gouvernementale qui se trouve ainsi fragilisée.

D'un autre point de vue, pour les socialistes, les événements de Pologne leur permettent de marquer des points dans la lutte qui les oppose aux communistes, lutte pour le monopole du socialisme. Affaiblir les fans de Marchais : mot d'ordre des fans de Jospin. Mais étant donné les limites de la dénonciation à laquelle les socialistes peuvent se livrer, il est naturel qu'ils aient recours à l'agitation syndicale.

Il est un fait que les retombées des événements de Pologne ne se résument pas au seul monde politique, mais apparaissent également à l'intérieur du monde syndical. Que l'anéantissement de Solidarność cause un certain malaise dans les milieux syndicaux, cela va de soi. Mais si l'on veut analyser de plus près les réactions des différents syndicats, on se rend compte qu'il ne s'agit pas seulement d'une réaction affective et de solidarité naturelle : il faut compter avec ceux qui veulent se servir de ces réactions à leurs fins personnelles.

Le cas est particulièrement flagrant à la CGT. On parle d'opposition intérieure. Il serait plus exact de parler des oppositions intérieures au pouvoir communiste dans la confédération. Et parmi ces oppositions, on retrouve le quartier habituel de prêtres-ouvriers et de socialistes, dont le but est de contrer les manœuvres inspirées par le PCF, pour influencer sur la politique gouvernementale. Ces oppositions-là n'aspirent à rien d'autre qu'à se substituer au général Krazucki qui, lui, voudrait bien continuer à l'intérieur de sa centrale le travail entrepris en Pologne par son collègue Jaruzelski.

Ce qui est navrant, c'est que ces mesures se déroulent en plein jour, sans pudeur et sans une ombre de mauvaise conscience. Qu'une tragédie se passe quelque part, que des individus crèvent de faim ou parce qu'ils ont oublié de marcher droit, qu'un cataclysme naturel se produise, et c'est toujours le même scénario : les nécrophages des partis et des syndicats s'ébrouent et les prétendants au pouvoir se lèvent contre ceux qui le détiennent, au nom des gens de chair et de sang, qui crèvent par ailleurs.

Ce n'est pas au niveau des permanents et de leurs idéologies de référence que doit se jouer le débat actuel dans les syndicats. Il faut renverser le fonctionnement bureaucratique de la CGT comme de tous les autres syndicats. Et cela ne pourra se faire que par l'action de la base, des adhérents qui forment la majorité dite silencieuse. L'affaire polonaise ne doit faire le profit de personne, pas un charognard ne doit s'enrichir des cadavres de Gdansk ! Mais elle devrait mettre en évidence dans les crânes, que la vie quotidienne, le travail aliène et que l'éducation bourgeoise fige, que les syndicats ne pourront devenir un moyen de libération individuelle que le jour où ils seront débarrassés de leurs tares bureaucratiques.

Se battre aujourd'hui contre les bureaucraties syndicales, c'est aussi faire échec aux prétentions socialistes qui voudraient, comme en Allemagne, que ces organisations deviennent des rouages de l'appareil d'Etat.



## SANS LA LUTTE LE DROIT DES TRAVAILLEURS C'EST LA LOI DES PATRONS !

FP 2520

## Liste partielle des points de vente du Monde libertaire

### PROVINCE :

**Groupe d'Amiens :**  
- le mardi de 12 à 14 h : resto U, La Vellière;  
- le mardi de 19 à 20 h : à la permanence du groupe;  
- le mercredi de 11 h 30 à 14 h : resto U Le Bailly et au resto U La Hotoie;  
- le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30 : à la gare;  
- le vendredi de 18 h 30 à 19 h 30 : aux Nouvelles Galeries;  
- le samedi de 10 h à 12 h : sur le marché.

### Liaison d'Angoulême :

- le dimanche de 10 h 30 à 12 h : au marché couvert.  
**Liaison Chartres :**  
- le samedi après-midi, dans le centre de Chartres (rues piétonnes).

### Liaison Blois :

- le samedi de 15 h à 16 h 30 : carrefour rues piétonnes, Commerce-3 Clefs.  
**Liaison Dijon :**  
- le samedi à partir de 15 h 30 : devant les Nouvelles Galeries.

### Groupe Région Toulonnaise :

- le dimanche matin avec table de vente : au marché aux puces de Toulon.

### Groupe de Tours :

- le samedi de 15 à 17 h : rue de Bordeaux.

### Groupe de Toulouse :

- le dimanche de 10 h 30 à 12 h : au marché Saint-Sernin.

### Groupe de Rouen :

- le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 : sur le marché de Sotteville, sur le Clos Saint-Marc.

### Liaison Noyon :

- le samedi de 10 h 30 à 11 h 30 : sur le marché de Noyon.

### Groupe de Creil :

- le samedi matin de 10 à 12 h au marché de Creil;  
- le dimanche matin de 10 à 12 h : au marché de Montaire (comme il y a 25 ans).

### Liaison Le Caylar-Lodève :

- une fois par mois (avec table de presse), le samedi.

### PARIS :

**1<sup>er</sup> arrondissement, Forum des Halles (porte Lescot) :**  
- gr. Berneri : le samedi de 13 h 30 à 16 h 15;  
- gr. Varlin : le samedi de 16 h à 18 h 30.

### 4<sup>e</sup> arrondissement :

- gr. du Marais : au métro Saint-Paul, le jeudi de 12 h 30 à 14 h.

### 6<sup>e</sup> arrondissement, métro St-Michel :

- gr. Malatesta et gr. Varlin : le samedi de 15 à 17 h.

### 8<sup>e</sup> arrondissement, gare St-Lazare :

- gr. Louise Michel : le jeudi de 17 à 19 h.

### 9<sup>e</sup> arrondissement, place Clichy :

- gr. Louise Michel : le lundi de 17 h à 18 h 30.

### 10<sup>e</sup> arrondissement, gare du Nord :

- gr. Sevrain-Bondy : le vendredi de 17 à 18 h 15.

### Gare de l'Est :

- gr. Berneri : le mercredi de 18 à 19 h 15.

### 12<sup>e</sup> arrondissement :

- gr. du 11<sup>e</sup> : le jeudi de 18 à 19 h : gare de Lyon; les samedi et dimanche de 11 à 13 h : marché d'Aligre.

### 13<sup>e</sup> arrondissement :

- gr. Jacob : le jeudi de 17 à 19 h, place d'Italie.

### 14<sup>e</sup> arrondissement :

- gr. du 14<sup>e</sup> : le jeudi de 17 h 30 à 19 h, porte d'Orléans.

### 15<sup>e</sup> arrondissement :

- gr. Varlin : le lundi de 17 h 30 à 18 h 30 : gare Montparnasse; le jeudi de 17 h 30 à 18 h 30, métro Pasteur;

le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30 : métro Cambronne;

- gr. du 14<sup>e</sup> : le vendredi de 17 h 30 à 19 h, gare Montparnasse.

### 18<sup>e</sup> arrondissement :

- gr. Louise Michel : le dimanche de 10 à 12 h, rue du Poteau, rue Lepic.

### RÉGION PARISIENNE :

#### Groupe Fresnes-Antony :

- le dimanche de 10 à 12 h : sur le marché d'Antony;

- le jeudi de 18 à 19 h 30 : à la gare d'Antony;

- tous les jours, de 16 à 20 h : à la faculté de Saint-Denis;

- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Fresnes;

- le dimanche, de 9 h 30 à 11 h 30 : au marché de Chilly-Mazarin;

- le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h : au local du groupe.

#### Groupe Kropotkine :

- le vendredi, de 17 h 30 à 19 h : à la gare centrale d'Argenteuil;

- le jeudi de 17 h 30 à 19 h : à la gare du Val d'Argenteuil;

- le dimanche, de 10 h 30 à 12 h : au marché central d'Argenteuil;

- samedi, de 10 h 30 à 12 h : devant le centre Leclerc de la ZUP (Argenteuil).

#### Groupe Montreuil-Rosny :

- le vendredi, de 17 à 19 h : au métro Mairie de Montreuil;

- le jeudi, de 17 à 19 h : au métro Croix de Chavaux;

- le mercredi, de 17 à 18 h 30 : au métro Robespierre;

#### Groupe Sevrain-Bondy :

- le jeudi, de 17 h 15 à 18 h 15 : à la gare de Bondy.

#### Groupe Bobigny-Drancy :

- le mercredi, de 17 à 18 h 15 : au métro Fort d'Aubervilliers;

- le dimanche, de 10 à 11 h 30 : au marché des Quatre Routes de Drancy;

- le dimanche, de 10 à 11 h : au marché d'Aulnay-sous-Bois.

#### Groupe Sacco-Vanzetti :

- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Chelles;

- le samedi, de 10 à 12 h : au marché de Neuilly-sur-Marne.

#### Groupe Malatesta :

- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Villeneuve-la-Garenne;

- le dimanche, de 10 à 12 h : au marché de Saint-Ouen;

- le samedi midi : au marché aux puces de Clignancourt;

- le jeudi : de 17 h 15 à 18 h 15 : à la Gare du Nord.

#### Groupe de Villejuif-Vitry :

- le samedi de 10 à 12 h : au marché Romain-Rolland.

#### Groupe de Domont :

- le dimanche matin, de 10 h 30 à 12 h : au marché de Domont.

## COMMUNIQUÉS

Les libertaires de Corrèze peuvent écrire aux RI pour prendre contact avec une liaison actuellement en création.

Nous sommes heureux de vous faire part de la naissance du groupe Michel Bakounine. Ce groupe rassemble des anarchistes de la région de Rochefort, Marennes, Oléron. Nous invitons tous les libertaires de cette région et de la Charente-Maritime à nous rejoindre. Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront, ou directement à J.-M. Raynaud, BP 26, 17480 Le Chateau-d'Oléron.

Les libertaires travaillant dans l'entreprise Michelin désireux de prendre contact avec des militants FA peuvent écrire aux RI qui feront suivre au groupe Fernand-Planché de Clermont-Ferrand.

La liaison FA Isère invite tous les sympathisants de la région à la contacter (par les RI) pour développer ensemble la présence anarchiste sur la région.

Les libertaires du Sud-Finistère désireux d'entrer en contact avec la liaison FA de Quimper sont invités à écrire aux RI qui transmettront.

Le groupe Région toulonnaise assure une vente du *Monde libertaire* ainsi que livres, revues, etc., tous les dimanches matin au marché aux puces de Toulon.

Libertaires, jurassiens, si la propagande des idées anarchistes vous intéresse, faites-vous connaître en écrivant à la liaison FA du Jura, par l'intermédiaire des RI.

Les personnes désireuses de militer pour l'anarchisme et de former un groupe libertaire à Tournon (Ardèche) peuvent contacter les RI qui transmettront.

Un groupe libertaire à Versailles ? Les intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Appel aux libertaires de tout le département de l'Eure : où que vous soyez, quel que soit le nombre que vous êtes, contactez les RI pour contacter les militants de votre département.

Pour tout contact avec le groupe M. Fayolle de Tours, écrire à Claude Garcera, BP 835 St-Avertin, 37178 Chambray Cedex.

## Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h à Publico 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup> Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 - Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

## PARIS

Le groupe Eugène Varlin organise, samedi 23 janvier, de 18 à 23 h, une fête anarchiste de soutien au lancement du ML à 12 pages, au 72 avenue Félix Faure, Paris 15<sup>e</sup> (métro Boucicaut).

Au programme : de 18 à 20 h : exposition : *Un siècle de presse anarchiste française*;

- de 20 à 21 h : Philippe Didier chante Brassens;

- à partir de 21 h, bal-musette.

Buvette et sandwiches, librairie.

Entrée gratuite.

Des billets de soutien au ML sont en vente à Publico au prix de 15 F.

## ÉVREUX

Ecoutez, le jeudi 28 janvier, de 17 h 30 à 19 h, en modulation de fréquence (101 MHz) la radio locale. Le groupe d'Evreux de la Fédération anarchiste, ayant pris en charge le programme de cette soirée, vous pourrez y entendre (entre autres) une émission sur Gaston Couté et Manuel Devaldès.

D'autre part, la prochaine permanence de notre groupe est reculée au vendredi 29 janvier, de 18 à 19 h, salle des associations n° 3. Pour tout contact : CES, BP 237., 27002 Evreux Cedex.

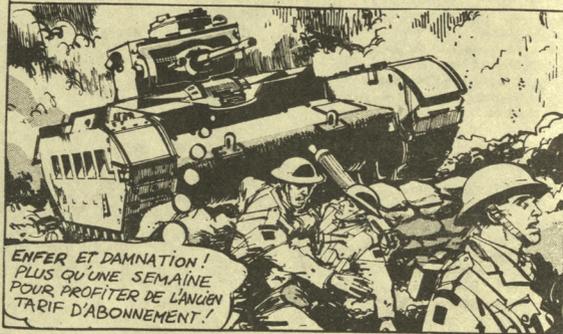
## AMIENS

En solidarité avec la Pologne, le groupe d'Amiens organise une projection du film *Ouvriers 80* qui relate les négociations de Gdansk depuis août 80. Cette projection aura lieu le mardi 26 janvier à 20 h 30, salle Devaldès. Un débat sera annoncé ultérieurement.

## IZEURE - MOULINS

Des militants d'Yzeure et de Moulins organisent une conférence-débat sur le thème de la Pologne, le jeudi 28 janvier à 20 h 30, salle du Pont Jinguet.

Avec la participation de différentes organisations syndicales CFTD, FO, FEN CNT et de l'UPF, LP et FA.



## Sommaire

### PAGE 1

Editorial

### PAGE 2

Activités des groupes FA

### PAGE 3

En bref

Encore un abus

Amis lecteurs

Articles en vente

Désobéissez...

### PAGE 4

La nouvelle industrie graphique

A Boulets Noirs

Le gouvernement enterre ses promesses

Locataires-propriétaires

Armes et armes

### PAGE 5

Opposition CGT

Pologne : chacun la sienne

La normalisation

### PAGE 6

Informations internationales

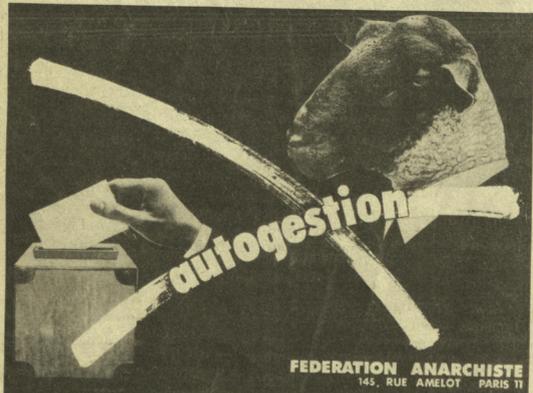
### PAGE 7

Livres, spectacles...

### PAGE 8

Les ordonnances

La timidité, un moyen de gouvernement



FEDERATION ANARCHISTE 145, RUE AMELOT PARIS 11

Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony. Prix : 2 F l'unité; 0,50 F à partir de dix exemplaires (port compris pour la province). Format : 57,5 x 41.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	50 F	55 F	78 F
26 n°	95 F	110 F	150 F
52 n°	180 F	210 F	280 F

LE MONDE LIBERTAIRE  
Rédaction-Administration : 145 rue Amelot 75011 Paris  
Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT  
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Reabonnement  Abonnement de soutien

Règlement (la paille ou bulletin)  Cheque postal  Cheque bancaire  Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

### en bref...en bref...

La CNT, union locale de Paris, organise une projection-débat sur le thème : produire, pour quoi faire, à quel prix ? Samedi 23 janvier 82 à 15 h 30. Lieu : 33, rue des Vignoles, Paris 20<sup>e</sup>. Participation aux frais : 12 francs.

**Lisez le MONDE LIBERTAIRE hebdomadaire**

Bal folk de soutien à la Pologne, le samedi 23 janvier, à la MJC de Levallois, 28, rue Cave. Prix : 20 F.

La Ligue des Droits de l'Homme renouvelle ses protestations contre la suppression des libertés à la suite du coup d'Etat militaire en Turquie, et le recours de plus en plus fréquent à la torture, et exprime sa vive inquiétude sur les procès qui se déroulent actuellement dans lesquels 52 syndicalistes risquent la peine de mort.

Parution du n° 4 de *Infos et Analyses libertaires*, journal édité par le groupe FA de Béziers, le groupe anarcho-syndicaliste de Perpignan et le Syndicat autogestionnaire des Paysans. Au sommaire : la Pologne, le nucléaire, pouvoir et médecine, entretien avec la CFDT du bâtiment. Le numéro : 3 F, à commander au CES, BP 4030, 34325 Béziers Cedex.

**UN SOUTIEN : L'ABONNEMENT**

**Encore un abus**

Depuis plusieurs semaines, Chirac a décidé de faire régner l'ordre au Forum des Halles, et en attendant l'assainissement des lieux, les « souteneurs » municipaux continuent à accorder des permissions pour l'ouverture des sex-shops, et la police à se faire la main sur tout ce qui bouge — question de rivaliser avec les vigiles des Halles, sans doute !

Samedi 16 janvier, des policiers veulent emmener au poste un vendeur de journaux coupable de travailler sur place. Devant son refus d'obtempérer, les flics essaient d'employer la force. Un attroupelement se crée et les badauds présents prennent naturellement parti pour l'interpellé. Des renforts arrivent et non seulement le vendeur, mais aussi des camarades de la Fédération anarchiste qui vendaient le *Monde libertaire* et des passants qui avaient osé lever la voix contre les forces de l'ordre se retrouvent au poste. Moralité : il n'est pas conseillé un régime démocratique et socialiste ni de s'opposer à des abus de pouvoir.

Décidemment, le droit à la révolte contre l'arbitraire, reconnu par les constituants de 92, n'est toujours pas entré dans les mœurs.

**Gr. Berneri et Varlin**

## Amis lecteurs

**L** A semaine prochaine, vous pourrez lire le premier *Monde libertaire* nouvelle formule, 12 pages hebdomadaires. Cette naissance est possible, et notre journal ne pourra vivre que grâce à votre soutien. Nous devons continuer nos efforts après le 28 janvier car la situation financière du *Monde libertaire* restera fragile : en trois mois, nous avons recueilli 26 602 F, soit la possibilité de réaliser pendant dix numéros un quatre pages supplémentaires (coût : 2 500 F par numéro). Nous devons attendre un trimestre avant de voir le montant de nos ventes en kiosques augmenter du fait du passage à 6 F du prix de vente au numéro. Pendant cette période, notre soutien ne doit pas faiblir afin de lancer avec succès la nouvelle pagination de notre hebdomadaire.

Au 28 janvier 1982, nos tarifs d'abonnement augmenteront en relation avec le passage à 12 pages :

	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	70 F	80 F	100 F
6 mois 25 n°	130 F	150 F	190 F
1 an 50 n°	250 F	280 F	350 F

Mais jusqu'à cette date, vous pouvez souscrire un abonnement à l'ancien tarif.

Dans sept jours, nous donnerons un démenti de plus, une claque pour ces fossoyeurs de l'anarchisme délivrant périodiquement des constats de décès. Oui, nous existons, notre organe de presse se développe, malgré vous, contre vous, pleureuses de tous bords. Et lorsque les promesses s'échoueront sur la grève de la réalité, nous serons là pour dire que l'échec de la gauche rejoint celui de la droite, que la gestion des intérêts de l'Etat ne peut se pratiquer que contre ceux des exploités. Nous exposons, nous proposerons les moyens d'arriver à une société d'hommes libres, sans Etat ni profiteur, instaurant dans la complémentarité des fonctions et l'utilisation de la compétence de chacun l'égalité économique.

**Salut et révolution sociale**

**Les administrateurs**  
**P. BEDOS — J. RÉMOND**

## Souscription

DUPUIS Marcelle 350 F, PUBLICO 120 F, DANIEL (Berneri) 20 F, VAATZ André 20 F, FÉRIOT Robert 70 F, LACOSTE Christian 1 229 F, CORCUFF Véronique 150 F, ECIAL Louis 70 F, HARDY Roger 70 F, VAQUÉ Marti 40 F, POILVERT Guy 70 F, BANCE Pierre 70 F, BUREAU Alain 120 F, VASSAL Gilbert 200 F, FOISON Christian 100 F, ETCHEGOREN Jean 70 F, MOLINARI Janice 70 F, KERBOUL Jean-Luc 20 F, BONNAFOUS Yves 70 F, NEVEU Nadine 70 F, POUGET Laurent 70 F, GUARDIOLA 50 F, GARCIA Antoine 100 F, FLEURIOT Monique 70 F, CHATROUSAT André 70 F, TOURREILLES Raymond 50 F.

Total : 3 409 F — Totaux précédents : 23 193 F.

**TOTAL GÉNÉRAL (depuis le 2/11/81) : 26 602 F**

## PRESSE ARTICLES EN VENTE !

**C**ERTAINS s'étonnent encore des collusions des médias avec les puissances financières ! L'Etat, Matra-Hachette, Hersant détiennent principalement les actions de la plupart des médias. Ils leur impulsent un rôle de bourrage de crâne en occultant certains faits, en maquillant certains autres, selon une technique de désinformation totale. Propagande au service des embastilleurs de toute espèce, ils façonnent les mémoires en autant de lobes serviles n'ayant plus l'ombre d'un esprit critique. Mais le fin du fin, le caviar des requins de presse, par exemple, est de présenter des articles commandés et grassement payés, ne portant pas la mention « publicité » (1). Ceci s'appelle de la « publicité rédactionnelle ». C'est par ce moyen que la Fédération des entrepreneurs du bâtiment et travaux publics du Bas-Rhin va se refaire une façade auprès de « l'opinion publique » dans *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* !

La grasse rétribution des « informations rédactionnelles » ne suffit d'ailleurs pas aux DNA qui sollicitent auprès de la Fédération du bâtiment du Bas-Rhin la prise de participation publicitaire (officielle, cette fois-ci) des entrepreneurs et fournisseurs à raison de 12 000 F HT l'encart de 20 x 27 centimètres. Cet ensemble formera un fort épais dossier tiré à 195 000 exemplaires distribués à tous les abonnés et, oh surprise, dans les classes de CES !

La mafia du bâtiment et des travaux publics a ses pudeurs, et comme le disait un édito des DNA : « Nous poursuivons en toute indépendance et en dehors de toute pression financière ou politique, notre mission d'information au service... des lecteurs. »

**Jean-Denis (Liaison Bas-Rhin)**

(1) Voir l'affaire « Jeune Afrique », ML n° 425.

## CIVISME Désobéissez, il en restera toujours quelque chose !

**Q**U'EST-CE que la désobéissance ? Qui désobéit ? La désobéissance, c'est l'objecteur de conscience, c'est l'insoumis à l'armée, c'est le bidasse déserteur, c'est la vendeuse qui envoie balader le chef de rayon, l'immigré sans papier qui fait grève, le squatter qui réquisitionne un logement libre, le motard sans vignette, le voyageur sans titre de transport, le même qui refuse la punition du maître, le militant qui colle une affiche sur l'inscription « Loi du 29 juillet 1881 », l'ouvrier qui colle une beigne à son cadre, la radio libre qui « viole » le monopole d'Etat, le voleur des supermarchés, la manifestation non autorisée, la standardiste qui va pisser sans la permission du chef, le prévenu qui ne va pas à son procès, l'automobiliste qui balance au caniveau ses amendes, le locataire qui ne paye plus les charges abusives, en attendant de ne plus payer son loyer, le gréviste qui ne demande pas l'avis du syndicat pour revendiquer, l'interpellé qui ne montre pas ses papiers aux flics, le contribuable qui ne paie plus ses impôts, la majorette qui se tire du défilé, l'irradié qui ne donne plus un rond à EDF, l'anarchiste qui se marre quand tout le monde fait-la-gueule-parce-que-c'est-l'usage, bref, la désobéissance, c'est partout, c'est tout le monde...

les, ces révoltes isolées ne sont pas « coordonnées » afin de faire un tout, qu'on baptiserait, je ne sais pas moi, désobéissance civile, par exemple...

Pourtant, à chaque fois qu'un individu dit non à l'autorité, quelle qu'elle soit, la démarche est la même, non ? Dans ce cas, pourquoi foutre des cloisons bien étanches entre tous les « courants » de la désobéissance ?

Pourquoi dire : « L'autoréduction, je veux bien, mais la lutte ne se situe pas là ! » ou « Le militantisme, je veux bien, mais ça ne mène nulle part ! » ou bien « L'illégalisme, c'est bien gentil, mais ça coupe des masses ! » ou encore « L'organisation, c'est joli, mais ça coupe des réalités ! »

Dire non, c'est déjà vouloir vivre autre chose, ce n'est peut-être pas précis dans la tête de chacun, mais c'est une réalité.

En restant assis dans la case qu'on a choisie et en pratiquant la désobéissance sélective, ce n'est sûrement pas la meilleure façon d'ouvrir d'autres espaces de lutte.

Lorsqu'on arrive à tisser des liens entre tous ceux et toutes celles qui ne marchent pas au pas avec le reste du troupeau, lorsque chaque action réunira ces gens-là, alors là oui, l'autorité, l'ordre, l'Etat en prendront un sacré coup dans les gencives !

Mais toutes ces luttes éparpillées, ces révolutions minuscules...

**Erratum : dans le numéro précédent du Monde libertaire, dans l'article Indépendance syndicale : mythe ou réalité, la claviste a fait dire à l'auteur que les marxistes considéraient la classe ouvrière adulte, alors qu'il s'agit du contraire. La claviste vous présente ses excuses... « Les correcteurs, n'en parlons pas ! »**

## Le gouvernement et la nouvelle industrie graphique

**S**OUS Giscard, c'était réglé : la France n'avait pas de vocation graphique. Donc, tout ce qui avait une certaine envergure dans l'imprimerie (Larousse, Hénon, Chaix...) devait disparaître, d'autant que c'était des bastions syndicaux de la CGT du Livre.

Alors que la plupart de ces entreprises étaient viables, le gouvernement et le patronat ont entrepris de « casser » l'industrie graphique en une multitude de petites unités où la vie syndicale est inexistantes et où les 50 heures hebdomadaires sont souvent de mise. Prenons l'exemple de l'imprimerie Lang, à Paris, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. Cette entreprise a eu plus de deux mille ouvriers et fait montre, dans le passé, d'une réelle combativité. Diverses « capitulations » syndicales et la volonté patronale de vendre le terrain aux requins de l'immobilier ont amené les effectifs de Lang à un peu plus de 500 travailleurs. Dispersés à Paris, Noyon et Aulnay, chaque centre était spécialisé dans le brochage, l'offset ou l'hélio. Le « changement » étant intervenu depuis le 10 mai, le gouvernement a promis (et promet encore...) une nouvelle politique graphique. Mais cela ne semble pas tellement prendre en compte l'avis des travailleurs, syndiqués ou non.

Le dernier avatar vient de l'unité Lang de Noyon. Le secrétaire du CE, avec plusieurs autres membres de cet organisme « gestionnaire » sont allés voir Ginoux, patron de l'Avenir Graphique dans le Val-de-Marne pour lui demander tout simplement d'acheter l'entreprise. Curieuse démarche... Il est vrai que tous ces individus sont au PS ! Ça éclaire tout d'un éclairage particulier... Encore plus quand on se souvient de l'attitude farouchement antisyndicale du sieur Ginoux quand son entreprise était rue de Charenton à Paris dans le 12<sup>e</sup> arrondissement. Il imprimait les journaux syndicaux du SNI, de la FEN, mais ne voulait pas de délégués du personnel dans son entreprise. Les partis politiques, ça rassemble vraiment n'importe qui !

**Fernand BERNARD**

## A BOULETS NOIRS

### La stolerance

Lionel Soléru, alors secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, voulait que les instituteurs deviennent « éboueurs » (cf. ML n° 393). Lionel Soléru, maintenant dans l'opposition, soutient M. de Bénouville contre le socialiste Farandjis, dans le civil, professeur agrégé d'histoire, aux élections législatives partielles à Paris.

Pourquoi ? En plus des affinités politiques (l'un est au PR, l'autre apparenté au RPR), Lionel Soléru ne veut pas qu'un nouveau professeur aille siéger à la chambre : « Mieux vaut un Pierre de Bénouville, qui sait le prix de l'effort, qu'un « professeur » socialiste. Un de plus... qui ne comprend rien à la dignité du travail. » (Lettre de soutien de Soléru).

Heureusement pour lui, le candidat RPR n'est pas de l'Education nationale ! Dorénavant, on pourra dire de quelqu'un qui n'aime pas les enseignants qu'il est stolerant !

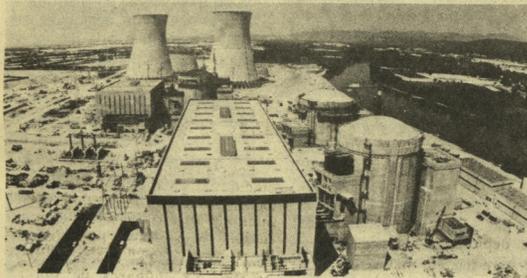
### Vivent les sondages

Les résultats d'un sondage d'opinion sur les ministres de RFA ont été publiés par *Der Spiegel*, hebdo d'Outre-Rhin. Vous me direz, en France on connaît cette manie. Mais l'humour allemand a voulu que dans la liste proposée figure le nom d'un ministre... inexistant et qui s'est offert le luxe d'arriver en sixième position, devançant une dizaine d'autres bien en chair et bien connus !

Ils ont voté et puis après ? (Léo Ferré).

J.-P. B.

## NUCLÉAIRE



### Le gouvernement enterre ses promesses et déterre le projet !

À St-Priest-la Prugne et dans toute la région, aux confins de la Loire, de l'Allier et du Puy-de-Dôme, les adversaires du projet de « poubelle nucléaire » dans les anciennes mines d'uranium avaient fêté la victoire de la gauche.

A leurs yeux, tout paraissait définitivement réglé, d'autant plus qu'Auroux, député-maire socialiste de Roanne, ville toute proche, était devenu ministre du Travail. Il avait participé, avant les élections, aux manifestations contre le projet. Et depuis, il n'avait rien dit qui puisse laisser subsister un doute : la « poubelle » semblait enterrée pour toujours.

L'inquiétude renaît aujourd'hui, à la suite d'une intervention d'un sénateur de l'Allier auprès du même Auroux, à propos de l'emploi dans la région. Mais le député-maire-ministre ne voulant sans doute pas trop se mouiller, c'est Hervé, excellence déléguée auprès du ministre de l'Industrie, qui a répondu. Hervé a d'abord rappelé que Mauroy avait annoncé à l'Assemblée la mise en place d'une « procédure exceptionnelle de consultation des populations concernées pour les ouvrages dont la construction avait été suspendue. » Cette procédure visait les centrales, mais Hervé a clairement annoncé la couleur : « Dans cette optique, il convient de revoir le projet de stockage

de St-Priest-la-Prugne. J'estime que nous ne disposons pas de tous les éléments pour juger définitivement de ce projet. »

L'enquête préalable sera constituée par « une étude d'environnement comportant une synthèse hydro-géologique et une version publique du rapport de sûreté. Par ailleurs, sera consulté le conseil supérieur de la Sûreté nucléaire. Sera également reprise l'information des populations et la consultation des élus concernés. »

Hervé a ensuite précisé la marche des événements « conformément aux orientations définies devant le Parlement, aucune décision définitive ne sera prise par le gouvernement avant de connaître les résultats de la consultation des populations concernées et l'avis technique des meilleurs experts. Le gouvernement n'imposera pas d'installation nucléaire contre la volonté unanime des populations. »

Mais justement, certains ne s'emploient-ils pas, dès maintenant, à ce qu'il n'y ait pas « volonté unanime des populations » en engageant dans la région une campagne de pétitions sur la situation de l'emploi, du commerce et de l'artisanat ? Un sujet sur lequel il est vraiment facile de faire avaler n'importe quelle couleuvre !

S.B.

(Groupe N. Makhno)

## LOCATAIRES-PROPRIÉTAIRES



### UNE NOUVELLE LOI ?

PRÉCISONS d'abord qu'à l'heure où ces lignes sont écrites, les parlementaires examinent le projet de loi régularisant dorénavant les rapports du locataire avec son propriétaire.

Le principe, justifiant la loi du ministre socialiste, peut se résumer par « nul ne peut être privé du droit de logement. » En effet, constatant le vide juridique actuel et voulant éviter les abus issus de cette situation, on nous sert le plat de l'institutionnalisation des rapports entre propriétaires et locataires.

Voyons d'un peu plus près quelles sont les prétentions de cette réforme ? :

- donner plus de poids aux associations de locataires en les associant à la négociation des loyers ;
- offrir la possibilité de négociation du montant des charges et de l'opportunité des travaux ;
- modérer l'augmentation des loyers ;
- responsabiliser et informer les deux parties en présence.

Voilà pour ce qui est des vœux avoués. Qu'en est-il concrètement ? On instaure deux types de contrats : l'un à durée courte, 3 ans ; l'autre de longue durée, 6 ans. Dans le premier cas, le propriétaire ne peut vendre et le contrat est irrésiliable. Dans

le second, le droit de reprise est annuel pour le bailleur, et à mi-bail, soit au bout de 3 ans il peut faire valoir des raisons économiques graves pour rompre le contrat de location. Une sorte de convention collective négociée entre syndicat de locataires et propriétaires fixe l'augmentation des loyers ; si l'on n'arrive pas à un accord, eh bien l'Etat se réserve le droit d'imposer un compromis fixant le taux du loyer.

Voilà pour ce qui est du changement. Blocage des loyers ? Suppression de la caution versée à l'agence ? Pas question de brusquer ! Tout au plus, fera-t-on payer une moitié de caution au locataire, l'autre restant à la charge du propriétaire.

Fidèles à leur tradition de collaboration de classes, les socialistes reconnaissent la légitimité du propriétaire et son droit inaliénable d'exploiter ses « locations ». Et quand je dis propriétaire, je ne pense pas précisément à la retraitée qui s'est payé à côté de chez elle un studio, après 40 ans de salariat, qu'elle loue pour compléter sa retraite de 3 000 francs par mois. C'est à l'investisseur institutionnel, à la société immobilière, à la compagnie d'assurance, à tous ceux qui exploitent le capital-habitat auxquels je songe,

et à leur nouvelle reconnaissance légale. Tout au plus, Quilliot, auteur du projet de réforme glissera un frêle bâton dans la roue du vol périodique que constitue la perception du loyer mensuel. Nous ne critiquerons pas la place donnée aux associations de défense des locataires. Nous utiliserons cette possibilité pour nous battre contre celui qui aliène notre droit à l'habitat.

Néanmoins, nous affirmons que le rôle de l'Etat dans cette nouvelle loi est prépondérant, que le propriétaire reste le maître à bord et que les centimes gagnés par les locataires dépendront de leur lutte de classe contre les sangsues immobilières.

Enfin, sans vouloir jouer les donneurs de leçon, notre combat contre les « propriétaires institutionnels » et autres requins, a pour but, non pas l'aménagement des conditions de location, mais l'expropriation pure et simple des spéculateurs. C'est facile, et ça rapporte gros tous les mois. Il s'agit d'organiser et de faire durer la grève des loyers et elle devient expropriatrice toute seule... Ça ne vous rappelle rien ? Alors nous, les libertaires, à nos syndicats de locataires.

José

(Groupe Sevrin-Bondy)

## NICARAGUA ARMES ET ARMES...

P LUSIEURS quotidiens ont, la semaine dernière, cité une « petite phrase » extraite d'un éditorial du *New York Times* : « Si le Nicaragua estime qu'il a besoin de se procurer des armes pour assurer sa sécurité, il vaut mieux qu'il achète des hélicoptères à la France qu'à l'Union soviétique. » Effectivement, ce genre de phrases a un certain intérêt quand on sait que le *New York Times* est à peu près au gouvernement américain ce que la *Pravda* est au gouvernement soviétique, mais est-ce vraiment objectif de se contenter, pour tout commentaire, de voir la un « rapprochement » entre la France et les Etats-Unis ?

Lorsqu'on analyse cette phrase, on peut d'abord la trouver drôle (pour peu qu'on apprécie l'humour noir), mais ce qui est surtout évident, c'est le cynisme d'une telle affirmation... A n'en pas douter, le résultat sera encore des flots d'hémoglobine. Où donc est l'intérêt d'une telle démarche ? On sait bien que ces armes vendues au Nicaragua défendront des intérêts opposés à ceux des Etats-Unis qui ne manqueraient pas d'appuyer un éventuel retour des nostalgiques de Somoza, actuellement réfugiés au Honduras.

On peut voir là la nuance qui existe entre la politique américaine « menée » par un marchand de cacahuètes et celle « menée » par un acteur de westerns de série B. En effet, autrefois, l'habitude en ce genre de circonstances consistait à s'indigner publiquement ; aujourd'hui, la réaction se fait délibérément plus offensive. Ainsi, l'objectif premier dans cette démarche vise à causer un préjudice à l'URSS qui, tout le monde le sait, a besoin de vendre des armes pour acheter de quoi manger, pour elle et ses satellites. On sait bien aussi que la pénurie alimentaire dans les pays de l'Est ne concerne pas les cadres du parti...

Et l'on voit, encore une fois, que ce sont toujours les mêmes qui font les frais de la connerie des gouvernants. Quel que soit le camp dans lequel on se trouve, si l'on est exploité, on est la victime potentielle d'un conflit ou de l'accroissement de l'exploitation (suev mon regard...). Est-ce vraiment beaucoup schématiser de dire que dans ce monde, il faut choisir entre fabriquer des armes ou en être victime (ou les deux à la fois) ou bien mendier de quoi manger.

GL (Groupe Eugène Varlin)





## La Bourse du travail trop petite pour la CGT

**I**NCROYABLE, mais vrai, cela s'est passé le mardi 12 janvier au soir, salle A. Croizat à la Bourse du Travail, à Paris dans le 10<sup>e</sup> arrondissement. Il est vrai que ce n'était pas une manifestation de l'UD CGT de Paris pour la remise des cartes 82, mais un meeting des syndicats CGT qui soutiennent Solidarność et sont donc en opposition avec le bureau confédéral.

La coordination CGT pour la Pologne appelait donc à ce meeting au nom de la Fédération des officiers de la marine marchande, du Syndicat de l'Insee, de l'ONIC, de Quartz et Silice et des Correcteurs.

De nombreuses structures syndicales avaient appuyé cette initiative et, le mardi, plus de deux mille personnes étaient présentes pour écouter les orateurs, prendre des affiches, des badges et s'inscrire à la coordination CGT pour Solidarité.

Les intervenants de la CGT, madatés par leurs structures syndicales, insistèrent sur le recul

des positions « ouvertes » qui avaient été prises lors du 40<sup>e</sup> congrès.

Le camarade Kowalewski, porte-parole de Solidarność, posa clairement le problème : « Qui représente la contre-révolution ? Le petit groupe de bureaucrates qui profite des biens produits par le peuple, ou Solidarité qui lutte pour un véritable socialisme ouvrier démocratique et autogestionnaire ? » A noter l'intervention de travailleurs turcs : « Les crimes des généraux turcs ne peuvent justifier ceux des généraux polonais. »

Bref, ce meeting rassemblant à tous les niveaux des « cégétistes concernés », aura été une belle claque dans la gueule du bureau confédéral qui croyait ou faisait croire que le mouvement n'était qu'un feu de paille et que les troupes allaient rentrer dans les rangs !

Non, camarades Séguy, Kravtchick et autres, ce n'est pas une révolte, c'est l'amorce d'une révolution à l'intérieur de la CGT. Les positions monolithiquement

calquées sur celles du PC ne passent plus, et les instances de la rue Lafayette agissent comme si de rien n'était... Ils comprendront peut-être quand les cotisations ne suffiront plus à payer leurs salaires de permanents !

Les organisations syndicales réunies dans la coordination syndicale CGT pour Solidarité ont décidé de constituer une mission d'information en Pologne. Cela, entre autres, pour montrer que « toute la CGT ne se tait pas devant le coup d'Etat militaire et ses conséquences. » (1) Ils auront des difficultés pour se rendre en Pologne, c'est certain... Nous ne pouvons que les soutenir dans leur démarche, car la CGT, comme les autres syndicats, ne doit pas représenter l'avis des permanents, mais celui de tous les syndiqués !

J.-P. GERMAIN

(1) Le seul journal « permis » en Pologne étant L'Humanité, on pourrait croire que la CGT (donc la classe ouvrière française...) approuve l'état de siège.



## LA NORMALISATION

**L'**état de siège a maintenant plus d'un mois en Pologne et les choses n'ont guère changé dans le pays depuis son instauration : le couvre-feu est maintenu, de 23 heures à 5 heures du matin, la presse et la télévision sont soumises à la censure, les communications téléphoniques enregistrées et des dizaines de milliers de Polonais sont en prison.

Néanmoins, il est frappant de constater qu'après les mouvements durs de luttes qui s'étaient produits dans les usines et les mines, on assiste en ce moment à une résistance plus larvée, mais efficace, de la part des Polonais. Les journalistes occidentaux en visite à Poznan ont pu observer que beaucoup d'ouvriers de l'usine Cegielski, par exemple, arboraient des badges Solidarność, voire par dérision « AE » (pour éléments antisocialistes).

Lors des procès des militants accusés d'avoir poursuivi leurs activités syndicales après l'état de siège, la salle du tribunal arborait aussi des badges de Solidarité, rayés de noir, en signe de deuil.

Selon les Yzvestia, journal soviétique officiel : « Les contre-révolutionnaires n'ont pas renoncé à leurs projets sinistres, ils distribuent encore leurs sales tracts et lancent des rumeurs ! » En effet, le Herald Tribune de vendredi 15 annonce que la presse indépendante est réapparue dans les villes de Poznan, de Wrocław, de Lodz, de Lublin, de Varsovie où les bulletins clandestins et les tracts sont de plus en plus nombreux.

Pendant ce temps, le régime procède à un vaste nettoyage à l'intérieur du POUP (Parti communiste polonais), limogeant et arrêtant les dirigeants et industriels compromis avec « les éléments contre-révolutionnaires. » Mais la politique menée par les dirigeants polonais est tributaire à la fois du grand frère russe et des réactions occidentales. Si la RFA et la France n'ont pas renoncé à acheter le gaz russe, la Pologne, quant à elle, devra importer 2,5 tonnes de céréales de France et de RFA, à cause des sanctions américaines.

Les représentants des pays occidentaux, créanciers de la Pologne, réunis à Paris, annonçaient qu'il n'y aurait pas de renégociation de la dette polonaise. Pourtant la Pologne devrait rembourser dix milliards de dollars cette année et elle a besoin de plus d'un milliard, par trimestre pour importer les matières premières que son industrie nécessite. Et les pays du Pacte de Varsovie ne sauraient suffire à eux seuls à lui prêter cet argent. Ces considérations économiques sont importantes, car elles expliquent que le gouvernement de Jaruzelski fasse des « gestes » destinés à apaiser la tension. C'est ainsi que la libération de mille personnes a été annoncée, et que le pouvoir « pense » faire cesser l'état de siège vers le mois de février. C'est ainsi que Jaruzelski écrit à Marchais que : « la chance d'entente nationale reste ouverte, y compris avec des syndicats autogérés et réellement indépendants. »

Le problème, pour ce pauvre maréchal, est que jusqu'à présent, pratiquement aucun ex-dirigeant du syndicat Solidarité n'a accepté de négocier avec les militaires, et qu'on se demande comment, à moins que les Soviétiques ne pratiquent un génocide, les dirigeants polonais vont pouvoir venir à bout d'un pays qui, après trente-cinq ans d'oppression, n'a nullement envie de cesser de lutter.

Colette



## POLOGNE

# CHACUN LA SIENNE !

**M**ARCHAIS envoie ses vœux à Jaruzelski. Schmidt et Mitterrand discutent posément des bonnes et mauvaises notes à offrir à la junte polonaise. Le PCI se sert de l'état de siège pour regrouper dans l'unité les forces communistes dans la troisième voie anti-stalinienne. En bref, la politique se « polonise » !

On se lance la Pologne à la tête comme on s'était servi de la Tchecoslovaquie ou de l'Afghanistan, en oubliant le « pourquoi du comment ». La classe ouvrière internationale ne peut abandonner le sort de peuples opprimés aux luttes intestines des gouvernants et politiciens. La Pologne prend de moins en moins de place dans les colonnes des journaux : l'habitude éloigne la colère.

Le plus difficile n'est pas de prendre position vis-à-vis de l'un ou de l'autre camp, ce n'est pas d'oublier de dénoncer l'aide du PC, des Etats, à la dictature, mais d'apporter un soutien continu, et réel aux travailleurs polonais. La règle d'or du capitalisme a toujours été la solidarité entre les possédants, et ce ne sont pas de malheureux grincements de dents qui empêcheront les banques de négocier la dette polonaise avec Jaruzelski, comme la torture n'a pas enrayeré le commerce des armes entre l'Union soviétique et Pinochet.

Les pressions internationales d'ordre morale font partie du jeu, et tout un chacun se dou-

te que les rapports de bon voisinage reprendront (commerce oblige) entre l'Est et l'Ouest.

A l'opposé des dictatures fascistes, celle de la junte militaire a le gros avantage de faire peser toute pression économique directement sur les travailleurs. Un blocus quelconque n'enrayera nullement le marché du caviar et du champagne, mais celui des produits de première nécessité dont manquent les travailleurs polonais. Le blocage économique est un faux débat

polonais que nous devons porter toute aide matérielle, en forçant les frontières, en s'informant du sort réservé aux prisonniers politiques, en imposant un rapport de forces favorable aux opprimés et non aux exploités. Nous ne devons pas abandonner le peuple polonais par un silence coupable ; on se doute que ce ne sont pas les Etats défendant les mêmes intérêts de classe qui vont poursuivre le concert de protestations. Il nous revient donc d'en-



qui permet de ne pas entrer dans celui du soutien direct au peuple polonais. Refusons le jeu diplomatique des bonnes ou mauvaises alliances gouvernementales pour affronter la dictature militaire sur la base d'une solidarité de classe. C'est directement auprès des travailleurs,

tretenir la flamme de solidarité envers les travailleurs polonais et de tout faire pour leur assurer notre soutien, le plus sûr moyen étant encore de leur dire directement sur place ou par le biais de leurs organisations en exil.

T.R.



# informations internationales



## uruguay

Avant de partir pour le Danemark (où il a obtenu l'asile politique), un déserteur de l'armée uruguayenne, Victor Paulo Laborde Baffico, dans une déclaration, a affirmé : « Tous nos maux proviennent des USA et se réfèrent tant aux tortures physiques que psychologiques. »

Laborde, âgé de 22 ans, entra dans l'armée en mai 1979, après avoir été accusé d'activité contre la junte militaire uruguayenne, et interné dans une prison militaire. En février 1981, Baffico déserta, profitant d'une circonstance favorable, et se réfugia au Brésil où il trouva asile auprès du haut commissariat des Nations Unies. Dans son récit, Laborde soutient que lorsqu'il a été membre de « l'Unité éducative Raul Cardozo », il assista à de nombreux actes de tortures, refusant toujours d'y participer activement, ce qui lui valut plusieurs arrestations. Ensuite, il affirme que trente détenus au moins ont été torturés tous les mois dans la zone de Montevideo, rue du 25 août 1825. Laborde informe aussi que ses supérieurs avaient appris des méthodes de torture tel que l'électrochoc ou comment empêcher la mort d'un torturé ou des méthodes spéciales pour frapper les prisonniers sans leur causer de fractures. Laborde assure avoir vu de nombreuses victimes de la torture. Dans la prison où il était, au moins un prisonnier par jour arrivait. Tous les détenus étaient torturés parce que soupçonnés d'être des adversaires politiques, tandis que les autorités disaient qu'ils étaient détenus pour trafic de drogue ou en tant que droit commun.

(D'après « Il seme anarchico »)

## espagne

Fédérica Montseny, dans un article (« Autour d'une psychose collective ») nous explique pourquoi, comment le peuple espagnol vit soumis dans la crainte d'une nouvelle guerre civile et ne se retrouve pas dans les organisations ouvrières.

La CNT fait des efforts pour lutter contre cette psychose paralysante, mais souffre du manque de moyens économiques pour organiser des actions et campagnes. Elle pose encore une fois le problème de son patrimoine historique qui ne lui est pas restitué. Les autres organisations syndicales vont obtenir 800 millions de pesetas, vraisemblablement, en compte sur la liquidation du patrimoine historique, pendant que le gouvernement entretient la CNT avec des arguties juridiques, niant son droit

inaliénable. Un des grands stratèges de cette opération psychologique, Rodolfo Martín Villa, a été promu à la vice-présidence du gouvernement. La crise interne à l'Union chrétienne démocratique s'est résolue en donnant encore plus de pouvoir à Calvo Sotelo, l'homme qui a la confiance de l'*Opus Rei*, des monarchistes et de la partie de l'armée qui joue la carte de la raison. Les exaltés, les nostalgiques du franquisme vont se trouver isolés parce que les méthodes de Calvo Sotelo paraissent sûres.

## U.S.A.



L'administration Reagan bannit certains films, et pas forcément pour des raisons morales, comme c'est l'habitude dans cette ambiance à dominante puritaine. Les films censurés sont intitulés *Worker to Worker*, *Can't take no more* et *OSHA*. Ces trois films sont centrés sur la question de la santé et de la sécurité et incitent les travailleurs à s'organiser. En plus des trois films censurés, une brochure sur la poussière de coton avec une photo de couverture représentant un homme qui vient de mourir, les poumons brûlés, a été détruite. Par ailleurs, on a réalisé un document sur l'acrylonitrile, outil pédagogique pour les travailleurs des industries du fibre synthétique ou plastique, où l'acrylonitrile est particulièrement usité.

Censurer des films et brûler des brochures vise à annihiler tout conflit à propos de la santé et de la sécurité des travailleurs. En 1979, il y eut 43 millions de jours de travail perdus, en raison des blessures ou des maladies professionnelles, soit une moyenne de 17 000 personnes mises à l'écart. On estime qu'environ 100 000 travailleurs meurent chaque année de maladie professionnelle.

L'industrie pétrochimique du Texas a une importante production en plus des plastiques, des fibres synthétiques et de l'énergie : le cancer. Le Texas est maintenant l'une des nations dont le taux de cancer est le plus élevé. Le nombre de décès par cancer a crû de 32% au cours des dix dernières années, alors que

la population ne s'accroissait que de 18% ; la cote du golfe de Houston (comprenant Beaumont, Freeport, Galveston, Port Arthur et Texas City) a un taux de cancer qui approche des proportions épidémiques. Une enquête a montré une concentration anormale de glioblastoma (un type assez rare de cancer des méninges) parmi les ouvriers de la Dow Chemical proche de Freeport et de la raffinerie Amoco de Texas City. On a trouvé, chez les travailleurs d'Amoco, une prédisposition sept fois plus grande pour un cancer de la peau que pour le reste de la population.

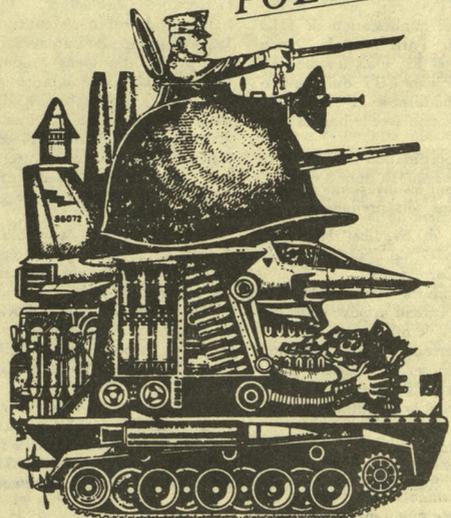
L'information ne serait pas complète si l'on n'ajoutait pas que le président initial du conseil pour la Santé dans l'Industrie américaine (AIHC) n'était autre que le président de la Dow Chemical. En outre, un représentant de la AIHC a déclaré : « Le cancer est probablement un moyen naturel d'élimination des individus devenus sexuellement inefficaces qui auraient, sinon, naturellement, fait concurrence aux personnes saines pour l'utilisation des ressources alimentaires disponibles. »

(D'après « Industrial Workers »)

## Amérique latine

Le Nicaragua, petit pays de l'Amérique centrale, personne n'en parle. N'en parlait. En effet, l'annonce de vente d'armes françaises à cet Etat nous permet de savoir qu'il existe. Or, sa situation actuelle est telle qu'elle mérite un écho plus grand que celui que lui réservent les médias. Situé dans une région contrôlée par les USA, non loin du Salvador et du Costa-Rica, ce pays « revit » depuis peu. La dictature du sinistre Somoza (tué récemment à coup de bazooka) fut renversée, il y a environ trois ans, par la population. Alors commença la période de « liberté », de reconstruction, d'espoir. Malgré les nombreuses provocations des USA (économiques et militaires), les Nicaraguayens résistent. Le Salvador, plus connu pour ses meurtres journaliers, risque lui aussi de devenir libre, au grand désespoir des USA, car le mouvement fait tache d'huile. L'importance que prend ce pays dans la situation mondiale est évidente : si les nombreux Etats qui l'entourent suivent son exemple, c'en est fini de l'implantation US en Amérique centrale et, qui sait, en Amérique latine (pourquoi pas ?) Mais méfiance du côté soviétique, car l'URSS est prête. La mobilisation est donc essentielle : n'attendons pas le coup d'Etat pour manifester notre soutien avec le Nicaragua autre que verbal.

## POLOGNE



## Communiqué de la FA italienne

La proclamation de la dictature militaire en Pologne représente l'ultime tentative criminelle de résoudre l'affrontement social en faveur de la caste dominante, sans l'intervention directe des armées du Pacte de Varsovie.

Déjà, la concentration de pouvoir entre les mains de Jaruzelski démontrait que les marges de manœuvre pour une recomposition sociale avaient été ultérieurement réduites, et que la bureaucratie russe est pointée sur la carte militaire comme unique moyen dans la lutte pour le maintien du pouvoir.

A l'Est comme à l'Ouest, le recours à l'armée, c'est-à-dire au pure exercice de la violence organisée, devient obligatoire chaque fois que l'autonomie des classes ouvrières remet en question les aspects du pouvoir existant et vont en direction de l'autogestion socialiste et libertaire. Ainsi, dans la lutte contre le développement de l'action de classe, l'armée s'accapare un poste de premier plan, toujours plus indépendante des idéologies d'origine, qu'elles soient fascistes ou se disant socialistes, se transformant en une véritable troupe d'occupation dans son propre pays.

L'armée polonaise montre aux pays gouvernés selon les principes du marxisme-léninisme la manière de réprimer tout élan de liberté.

Avec la définition : « Question interne aux Polonais », l'impérialisme américain a démontré qu'il savait cueillir au bond l'occasion pour remettre de l'ordre dans sa propre sphère d'influence. La reprise de l'aide militaire à la junte clérico-fasciste du Salvador, l'annexion des hauteurs du Golan de la part d'Israël sont les premières escarmouches de cette action.

Il est facile de prévoir la politique de réarmement et la militarisation mondiale, à grande échelle, et dans le cas où la dictature militaire de Jaruzelski se montrerait capable, comme c'est probable, d'immobiliser le mouvement ascendant du peuple polonais, la voie serait libre aux troupes du Pacte de Varsovie.

Dans cette prévision, chacun peut voir l'extension du danger de guerre entre impérialismes, en Europe comme ailleurs. La mobilisation internationale est, une fois de plus, fondamentale, non pas pour orchestrer à des fins de politique interne un conflit de classes, tout en manifestant l'autonomie des intérêts et des besoins de tout prolétaire par rapport aux castes bureaucratiques et patronales, mais pour en finir avec la subtile acceptation de la politique des blocs et avec toutes les idéologies autoritaires, fascistes, cléricales ou marxistes-léninistes qui servent au maintien d'une quelconque hiérarchie sociale.

Sur ces thèmes, le mouvement en faveur de la paix doit démontrer sa cohérence en propageant l'unique programme possible : la lutte pour la destruction de l'Etat, cause du militarisme.

Commission des Relations Internationales  
de la Fédération anarchiste italienne



## NOTE DE LECTURE

## Les chemins de l'indépendance

par Belcacem Ould Moussa

éd. Sindbad

**R**ÉDUIRE une réalité, complexe par définition, à quelques mythes simplistes, se vautrer avec tapage dans la fange manichéenne mutilant toute nuance, se complaire dans l'apologie bruyante d'un système socio-politique donné, sélectionner soigneusement certains faits, parce qu'ils arrangent, pour les mettre ostensiblement en lumière, laisser dans l'ombre ceux qui dérangent, déformer avec plus ou moins d'habileté ce qui ne peut être caché, réécrire ce qui ne peut être tu... tels sont les invariants de ce que certains sots prennent pour de la littérature engagée, alors que ce n'est que de la sous-littérature aux ordres de l'ordre dominant. Bien évidemment, à partir de cette trame qui constitue le squelette universel de cette littérature de chiens de garde, le mensonge et l'intox peuvent prendre des visages multiples. Ici ou là, en fonction des circonstances ou de la mode du moment, ce sont les gros sabots des brontosaurus de la propagande à la Goebbels qui nous martèlent l'entendement au rythme lourd de la robuste bourrée que dansent, sans génie aucun, tous les tenants du « réalisme socialiste » ou autre. Ailleurs, en d'autres circonstances, ce sont les escarpins délicats des « compagnons de route » d'un instant qui cherchent à nous faire rentrer dans la ronde infernale de l'embrigadement pour danser avec eux le menuet gracieux de la flagornerie. Plus généralement, l'imagination, l'originalité et l'audace n'étant pas le fort de ceux qui écrivent à grands coups de brosse à reluire, ce sont les pataugas de la médiocrité qui nous invitent à les rejoindre pour danser en leur compagnie le slow insipide de l'allégeance. Le livre de Belcacem Ould Moussa appartient à cette catégorie.

L'histoire, soi-disant autobiographique, est celle d'un lycéen algérien qui, prenant peu à peu conscience du fait colonial, s'engage dans la lutte armée (il jette une grenade dans un bistrot) et rejoint les rangs de ceux qui luttent pour la « libération » de l'Algérie. Maquis, arrestations, interrogatoires « musclés », telles seront les grandes étapes du cheminement du « héros ». Comme on le voit, en soi, ce thème a tout pour être passionnant. Hélas, trois fois hélas ! En trois cents pages, Belcacem Ould Moussa réussit le tour de force de transformer en plomb l'or de la lutte de tout un peuple. Manichéen comme pas possible, caricatural jusqu'à l'absurde, et sans nuance aucune, la peinture qu'il nous fait de son combat, de celui des résistants et de celui de la population charriée les mythes et les contre-vérités comme l'estuaire d'un fleuve la boue. Ce n'est, en effet, un secret pour personne que pendant la guerre d'Algérie tous les pieds-noirs n'étaient pas d'affreux colonialistes, que la population musulmane était largement divisée sur le problème de

la lutte armée ou de la lutte tout court (cf. les assassinats de musulmans modérés par le FLN et l'existence des Harkis), et que le FLN était un véritable panier de crabes. Alors, dans ces conditions, pourquoi prétendre que toute la population était debout comme un seul homme derrière le FLN pur et sans tache. Qu'est-ce que signifie cette mythification de la résistance ? L'auteur aurait-il peur que l'on apprenne que le FLN s'est construit sur l'intimidation des populations, l'élimination physique des nationalistes de la première heure regroupés dans le PPA-MTLN (1) de Messali Hadj et de nombreuses autres sensibilités de la réalité politique algérienne, voire même de certaines tendances du FLN ? L'auteur voudrait-il nous cacher que l'ALN (2) était, pour l'essentiel une armée de chefsillons planqués à l'étranger et que c'est contre les résistants de l'intérieur et contre la population que cette armée, hiérarchisée et bureaucratisée à l'extrême, a commencé par tourner ses armes quand l'armée colonialiste a évacué le terrain ? Belcacem Ould Moussa aurait-il peur de la vérité ? Tremblerait-il à l'idée de dire ce que tout le monde sait, à savoir que la révolution algérienne a été une révolution confisquée par une clique d'arrivistes, de politicards de troisième zone et de militaires empapahoutés de morgue ? Non, bien sûr, l'auteur n'a jamais eu ce genre d'arrière-pensées ! Dans son livre, il souhaitait juste nous peindre la grande symphonie de la lutte finale entre le bien et le mal ! Pour éveiller la conscience de classe des masses laborieuses, vraisemblablement ? Quoi de plus naturel, dans ces conditions, que de présenter la réalité sous une forme simplifiée ! Les masses, c'est bien connu, ça comprend pas les choses compliquées ! Faut leur mâcher la réflexion ! Des fois que ces manants se poseraient des questions inutiles ?

Bref, complètement lamentable, ce bouquin ! Le discours qui y est tenu est celui de tous les bénis oui oui ; la vérité en est complètement absente. De toute évidence, pour Belcacem Ould Moussa, les chemins de l'indépendance ne passent pas par ceux du courage politique qui consiste à présenter les faits bruts au lecteur en faisant confiance à son sens critique et à son jugement. Le grand livre sur la révolution algérienne étranglée reste donc à écrire !

Jean-Marc RAYNAUD

(1) PPA-MTLN : Parti du peuple algérien fondé en 1937 ; mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques fondé en 1946.

(2) ALN : Armée de libération nationale.

Pour approcher la réalité de la lutte des Algériens contre le colonialisme français, lire, entre autres, *Le FLN : mythes ou réalité*, par Mohammed Harbi, éd. Jeune Afrique.

## SÉLECTION



RADIO

— *France-Culture* : le 23 janv. à 14 h : L'Irlande aujourd'hui. Quelle solution au conflit ?  
Le 24 janv. à 14 h : *Vingt et une comédies* du philosophe Alain.  
Le 25 janv. à 20 h : *De Goupil à Margot*, d'après Louis Pergaud. Toute la saveur du terroir.



TÉLÉVISION

— *TF1* : le 21 janv à 20 h 30 : *La tendresse*. Un télé-film de Bernard Queysanne.  
Le 22 janv. à 20 h 30 : *La double circonstance*, de Marivaux.

— *A2* : le 22 janv. à 16 h 50 : Les chemins de la vie : *Les enfants du kibboutz*.  
Le 23 janv. à 17 h 50 : Les carnets de l'aventure : *De la hache de pierre au magnétoscope*.  
Le 25 janv. à 17 h : Itinéraires : *Les Dogon*. Une civilisation originale au cœur de l'Afrique.  
Le 26 janv. à 20 h 35 : *La cage aux rossignols*. Une classique de Noël-Noël.

— *FR3* : le 21 janv. à 20 h 30 : *Le terroriste*, avec Gian Maria Volonte, sur la résistance italienne.



Radio Libertaire

89,5 MHz

(Emet sur Paris et proche région tous les jours, sauf dimanche, de 18 à 22 h)

## Gérard Pierron chante

## Gaston Couté

Quand vous aurez lu ces lignes, vous direz que c'était pas la peine que je me fatigue car vous aurez déjà vu dix fois Gérard Pierron à l'Espace-Galté. Que vous dire de plus, alors ? Que c'est bien, que c'est beau, que c'est chouette et que vous avez eu du mal à quitter votre siège à la fin du spectacle ? Que la qualité, c'est comme la liberté, ça devient rare et que du Couté on en redemande.

En tout cas, moi, j'en ai marre de vous le dire et je retourne l'écouter.

J.S.

Espace-Galté, 35, rue de la Galté. Tous les soirs à 22 h. Dimanche à 17 h 30. Relâche dimanche soir et lundi. 35 F au lieu de 45 F avec la carte d'auditeur de Radio-Libertaire ou un *Monde libertaire*.



Cinéma

## Votre enfant m'intéresse

de J.-M. Carré

**A** PRÈS *Alertez les bébés*, J.-M. Carré poursuit, à travers son dernier film : *Votre enfant m'intéresse*, son œuvre de démystification de l'école publique, à la fin d'une année qui se voulait centenaire des lois de Jules Ferry.

J.-M. Carré brosse un tableau de l'éducation enfantine depuis l'ancien régime et la Révolution française jusqu'à la fin du siècle dernier, avec quelques incursions rapides dans notre époque pour projeter ses analyses dans la réalité d'aujourd'hui.

Malgré un didactisme parfois lassant et une certaine confusion dans certaines séquences, le film de Carré passe admirablement au laminoir cette vieille idée pourrie jusqu'au trognon d'une école publique, laïque et obligatoire, au service de l'enfant. Il nous montre bien, à partir de discours authentiques de l'époque, comment la bourgeoisie industrielle et financière et les gouvernements d'alors ont mis en place cette immense usine à décerveler l'enfant dans un but bien précis : celui d'encadrer l'éducation de la classe ouvrière

et de l'orienter selon des objectifs économiques, de briser les tentatives d'auto-éducation du monde ouvrier, l'école mutuelle, ou les projets pédagogiques des premières organisations ouvrières.

Il démontre également la relation étroite entre la mise en place de cette école obligatoire dirigée par l'Etat et les différentes formes d'encadrement et de contrôle de l'individu, telle la structure familiale « bourgeoise », les conceptions de l'habitat ou les institutions répressives.

Bref, un film qui contribue à démolir ce mythe de l'école égalitaire et libératrice chère à nos républicains et socialistes au teint rose. Un film qui nous montre également, à travers la scène finale du discours sur l'éducation dans une réunion de l'AIT qu'il ne saurait y avoir de solution « pédagogique » au problème de l'école, mais que le combat éducatif doit se situer dans la perspective d'un mouvement révolutionnaire large visant à transformer la société dans sa totalité.

Patrick (Groupe E. Reclus d'Angers)

## Livres en vente à Publico

*L'Assiette au beurre*, Dixmier 40 F  
*Louise Michel*, Edith Thomas 55 F  
*La Foire à Bras*, n° 5 12 F  
*J'avais 20 ans*, (un jeune ouvrier au début du siècle), de René Michaud 22 F  
*Graffiti* : sur un air de poissons volants, Kriss 53 F  
*Walden ou la vie dans les bois* (bilingue), de Thoreau 50 F

## En attendant que tout saute

## • MARIONNETTES :

Le théâtre Toone vient de Belgique « pour nous conter la tragédie affreuse et très peu historique de Lucrèce Borgia, où vous verrez le pape déguster son « lambic » (bière bruxelloise) quotidien et la belle Lucrèce apparaître, dans un déshabillé transparent des plus provocants, pour « vamber » le trop platonique chevalier de Radizegang » : les 26 et 27 janvier à 20 h 30 au TEP.

Et tousjours : Richard Bradshaw, les 21, 22 et 23 janvier à 20 h 30 et le 24 à 15 h (au TEP).

## • SPECTACLES DIVERS :

Giovanna Marini : en quatuor vocal avec Patrizia Nasini, Maria Tommaso et Lucilla Galeazzi. « Giovanna raconte la vie quotidienne du petit peuple italien, les superstitions, les rites, les douceurs maternelles, les luttes syndicales, les violences, la nature meurtrière et le combat de tous les opprimés pour la survie ». Au TEP, du 26 janvier au 14 février à 20 h 30, du mardi au samedi et à 15 h le dimanche.

Lacombe et Asselin au théâtre Fontaine depuis le 12 janvier à 22 heures : « musiciens de jazz, de blues, de folk, comédiens, visuels, humoristes, poètes », ils présentent un spectacle qui allie la musique et le théâtre. Théophile présente toujours son spectacle : *Il y a partout des journées de chiens écaillés qui te font l'amour*, les mercredis, jeudis, vendredis et samedis à la 25<sup>e</sup> Heure, 4, rue Descartes Paris 5<sup>e</sup> (à 21 h).

## • CONCERTS :

Amnesty international groupe 219 (Gironde) organise le 23 janvier une journée mondiale pour les disparus, avec le groupe Chilien Victor Jara, salle de l'Amicale laïque, la Réole, à 21 h.

Jean Guidoni : à 20 h 30 le 21 janvier à la MJC de St-Etienne (42), le 22 à la salle Familia, 7, rue Condorcet à Dijon (21), le 23 au Centre d'action culturelle à Montbéliard (25), le 26 à Lons-le-Saunier (39) et le 27 au théâtre de Besançon (25).

Morice Benin : jusqu'au 31 janvier à l'Espace-Galté, à 20 h 30, du mardi au samedi et à 15 h 30 le dimanche.

Riou-Pouchain : les 25, 26, 28, 29 et 30 janvier au Centre culturel de Paris à Tarbes et le 27 au Centre culturel ENAC à Toulouse.

Font et Val : le 26 janvier à la salle des fêtes de Chaumont et le 27 à Orléans.

Gérard Pierron : le 23 janvier au Centre culturel « Les Gêmeaux » à Sceaux (92).

François Béranget : le 22 janvier à la salle des fêtes de Fécamp à 21 heures. Gilles Servat : le 22 à Loudeac, le 30 à St-Briec. Yvan Dautin : le 23 à Rosny.

Philippe

# LES ORDONNANCES

## POLITIQUE La timidité, un moyen de gouvernement ?

**L**ES ordonnances. Le terme n'est pas heureux. Il rappelle fâcheusement les décrets pris contre la presse en 1830 qui provoquèrent le soulèvement populaire connu sous le nom des « Trois Glorieuses » et aboutirent au renversement de la monarchie. Au cours de l'histoire, les ordonnances ont mis en marge la légalité au nom de l'intérêt supérieur de la nation, disons, pour être

des moyens autoritaires, l'impossibilité d'établir le socialisme dans une économie qui, par nature, et pour rester elle-même, limite le champ d'application des mesures sociales proposées. Mais regardons ce dernier train d'ordonnances — j'allais écrire qu'on nous propose, mais il est plus correct de dire qu'on nous impose et que nous contestons, même si elles nous sont imposées pour notre bien, car après tout, on

est coincé ! Il lui faut toujours plus de salariés pour acheter les marchandises, il lui faut toujours moins de salariés pour réduire ses charges sociales et maintenir son profit. La solution étant naturellement la robotisation qui supprime ces charges sociales, mais diminue la masse monétaire constituée par les salaires, masse monétaire qui s'investit instantanément et presque globalement dans des achats, et qui est le fond de roulement de l'économie.

La deuxième ordonnance, l'établissement des contrats de solidarité, est le complément de la première. Elle fixe divers avantages que retirera le patronat qui embauchera. Disons qu'avec ces contrats de solidarité, Mauroy a essayé d'amorcer la pompe pour sa politique économique déteinte. Après le bâton des 39 heures, c'est la carotte des allègements. Dans le meilleur des cas, et en dehors des entreprises d'Etat auxquelles on force la main, seules les moyennes entreprises peuvent y trouver un avantage momentané. Pour les autres, et à partir de l'instant où le profit direct comme le profit indirect constitué par les gros salaires sont intouchables, ces avantages ne compenseront pas la rationalisation qui diminue les prix de revient et qui peut permettre de rattraper, par la vente à l'extérieur à des prix compétitifs, le manque à gagner de la diminution des salaires sur le marché économique. Le silence de la direction de Renault, qui sera bien obligée d'y passer, est d'ailleurs édifiant sur la portée de ces contrats de solidarité !

Rien dans ces ordonnances ne peut laisser supposer qu'elles puissent être un frein quelconque à la crise. Elles vont amuser le tapis et être, pendant un temps, matière à parlotte devant le Parlement ou les assemblées syndicales, sans plus ! Et au bout de ce chemin, il y a la culbute. Dans ce pays, généralement les gouvernements de gauche finissent mal, pour des raisons identiques : la peur de toucher au profit de la classe dirigeante. Mauroy est sur le chemin qu'ont parcouru les Herriot, les Briant, les Blum, les Mendès-France et qui conduit immanquablement à l'échec puis au rassemblement national de toutes les forces vives du pays ! Poincaré dixit !

On voit aujourd'hui, dans la presse économique spécialisée, se dessiner les grands axes de la reprise en main de l'économie du profit pour maintenir ce qui pourra être sauvé de la débâcle économique qui se dessine, et les petits « futés » de la politique-fiction préparent déjà l'association des « hommes raisonnables », des gens comme Delors ou comme Barre, des hommes pleins « d'abnégation », décidés à faire abstraction de leurs convictions personnelles pour remettre la France au travail et le capital en selle. Ça s'est beaucoup fait dans le passé, mais voilà, dans le passé, ils avaient pour eux le temps ! Aujourd'hui, le temps est compté, les rafistolages ne sont plus de saison. Il faut tailler dans le vif, c'est-à-dire dans l'économie de profit, et cela ne se fera pas sans pleurs et grincements de dents. Il vaut mieux s'y préparer !

Les ordonnances ont le mauvais œil. Dans l'histoire, elles n'ont accouché que de barricades, et les hommes accroupis derrière ne se sont jamais beaucoup préoccupés des situations acquises. Je ne vois pas de raison pour qu'aujourd'hui il en soit autrement !

Maurice JOYEUX



plus clair, au nom des intérêts du pouvoir en place. De tout temps, les hommes qui se sont réclamés de la liberté, de la démocratie, du socialisme, ont été contre, du moins en principe ! Pourtant, les régimes libéraux n'hésitent pas, eux aussi, à se servir de ces ordonnances chaque fois que le besoin s'en fit sentir, pour imposer leur programme. Qu'aujourd'hui un gouvernement socialiste ait recours aux ordonnances, après les avoir condamnées dans le passé, n'étonnera que les naïfs !

Les ordonnances, comme les décrets de lois leurs cousins germains, sont un moyen, dans le cadre d'une structure capitaliste ; ils sont inhérents à une structure économique du profit, quelle que soit sa forme politique d'organisation. Il est curieux de constater que pour n'importe quel régime, le recours aux ordonnances est un acte de conservation de ce régime incapable de supporter le débat sur les transformations souhaitées. Si les ordonnances modifient les rapports économiques entre les hommes, elles marquent les limites à ces modifications et elles les inscrivent dans le cadre du système économique en place. Elles sont, malgré leur contenu, essentiellement réformistes, conservatrices, et sont un frein à une situation révolutionnaire.

Le gouvernement Mauroy vient d'avoir recours aux ordonnances, renouant ainsi avec un passé douteux. Il se défendra des reproches qui lui seront faits en proclamant sa bonne foi et sa volonté d'appliquer son programme électoral, ce qui n'est pas douteux. Mais il démontrera par l'absurde l'impossibilité d'établir des mesures sociales (je ne dis pas des mesures politiques) dans le cadre des structures économiques de classe autrement que par

pourrait en désirer d'autres, plus radicales par exemple, même si elles ne collaient pas avec l'économie en place.

La première de ces ordonnances fixe la durée légale du travail à 39 heures, et des commentateurs enthousiastes de nous rappeler juin 36 et les 40 heures ! Ne nous emballons pas ! En juin 36, les 40 heures ne furent pas un compromis, comme nos 39 heures d'aujourd'hui qui sont imposées par le gouvernement à la fois aux patrons qui n'en voulaient pas et aux travailleurs qui voulaient mieux ! Les 40 heures arrachées en 36 furent le résultat d'un rapport de forces en dehors des contingences économiques du moment, et c'est pourquoi elles ne vivront que l'espace d'un matin, constamment grignotées par le patronat lorsque celui-ci, un instant assommé par les grèves, se sera refait une santé !

Les 39 heures ne créeront que peu d'emplois. L'opposition farouche du patronat lui a permis et lui permettra d'obtenir suffisamment de dérogations et d'étalements pour compenser le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs payés au SMIC. De toute façon, cette diminution du temps de travail au rabais n'est rien d'autre que la recherche d'un équilibre nouveau dans le cadre du système de profit inamovible. Equilibre qui nécessite une diminution du chômage, car le système suppose le plus grand nombre de salariés possible pour acheter les objets fabriqués et pour assurer leur part de charges sociales. Seule, la cinquième semaine de congés payés peut faciliter l'introduction d'une équipe supplémentaire pour le travail continu et par conséquence avoir une influence économique probante, toujours dans le cadre du système, s'entend ! Le régime

**O**N s'est longtemps gaussé de terminologie du type « libre concurrence », « vérité des prix », etc. L'heure de la vérité a sonné. Fini le temps des premières erreurs d'un pouvoir tout neuf.

Finies, ou presque, les conséquences d'un héritage qui aurait été lourd à porter.

Les derniers sondages, s'il faut les croire, laissent apparaître chez nos concitoyens un double sentiment : celui d'un désenchantement et celui de l'indifférence. Les nationalisations ? Sans intérêt... La lutte contre le chômage ? Sceptique... La décentralisation ? Oubliée ou presque... L'abolition de la peine de mort ? Franchement condamnée. Voilà au moins une réforme qui heurte ! Il semble bien que cette incroyable pesanteur sociologique des masses, l'indifférence, soit devenue la pièce maîtresse sur laquelle reposent nos illusions démocratiques.

Alors ? Alors, il ne reste plus pour le nouveau pouvoir qu'à gouverner par ordonnances, s'il veut avoir le sentiment d'intervenir sur le cours de la vie sociale. Une telle méthode de gouvernement exprime, dans le contexte actuel, toutes les limites et, dans une certaine mesure, une certaine forme de solitude d'un pouvoir qui, si politiquement il se situe à gauche, administrativement gère dans l'équivoque la plus étonnante. Gouverner par ordonnances, c'est affirmer une faiblesse : celle de ne pas pouvoir agir autrement qu'autoritairement. L'actuel pouvoir est l'otage du patronat qui, profitant d'une situation de crise, agit en douceur dans le sens de ses intérêts très spécifiques. Il est victime de toutes les classes moyennes petites-bourgeoises qui, pour partie, ont choisi plus ou moins le changement sans risque. Enfin, le pouvoir reste l'otage de ses propres amis. En effet, la passivité des organisations syndicales, des partis de gauche qui ne veulent pas pren-

Les 39 heures, l'aménagement du temps de travail, les dépassements d'horaires, la semaine, les nouveaux contrats de solidarité... tous ces points qui forment la trame de ces ordonnances doivent être débattus en réunion paritaire entre les partenaires concernés. Certaines branches d'industrie ont déjà signé des accords. Qu'advient-il dans les secteurs les plus défavorisés, le commerce, par exemple ? Ces mesures parviendront-elles à endiguer le chômage qui progresse toujours — fût-ce faiblement — et à permettre aux milliers de travailleurs de mieux-vivre ?

Nous en doutons et croyons que ces ordonnances n'arriveront pas à modifier ce vent d'indifférence qui s'est emparé de nos compatriotes. Les conditions d'un vrai changement ne sont pas très perceptibles à travers ces mesures. Il y a toujours derrière cela cette crainte réformatrice, conservatrice même, de ne pas casser la machine.

Certes, il y a un petit côté conventionnel dans cette notion de changement que souhaitent nombre de Français. Cela peut expliquer toute l'ambiguïté, toutes les limites de l'action gouvernementale. Cela nous renforce aussi dans une certaine mesure, une certaine forme de solitude d'un pouvoir qui, si politiquement il se situe à gauche, administrativement gère dans l'équivoque la plus étonnante. Gouverner par ordonnances, c'est affirmer une faiblesse : celle de ne pas pouvoir agir autrement qu'autoritairement. L'actuel pouvoir est l'otage du patronat qui, profitant d'une situation de crise, agit en douceur dans le sens de ses intérêts très spécifiques. Il est victime de toutes les classes moyennes petites-bourgeoises qui, pour partie, ont choisi plus ou moins le changement sans risque. Enfin, le pouvoir reste l'otage de ses propres amis. En effet, la passivité des organisations syndicales, des partis de gauche qui ne veulent pas pren-

Saupoudrer une économie de classes de mini-mesures sociales, aussi louables apparaissent-elles, c'est faire du spectacle, amuser la galerie, tenir la « une » des médias durant un certain temps. La sanction, c'est-à-dire la réalité des rapports de forces qui évolue constamment, reste au bout du chemin. Et le bout de celui-ci ne peut être que l'exacerbation de la crise économique, l'échec.

Autant rechercher la quadrature du cercle que de vouloir réformer sans déstructurer. La



AFP

dre la responsabilité d'un échec politique, ne pousse guère le gouvernement à aller plus loin et autrement.

Les ordonnances, issues du conseil des ministres de la semaine dernière, sont des minimas minables. Minimales parce qu'elles ne vont pas très loin du point de vue des améliorations sociales. Minables parce qu'elles verrouillent la négociation syndicale dans des limites étroites, sans proposer, en contrepartie, des réformes plus audacieuses.

réforme ou la révolution, voilà les vrais termes du débat. Les ordonnances prises la semaine dernière ont-elles droit au label de la réforme ? C'est plus que discutable.

1936 : les 40 heures, 4 semaines minables... 1982 : les 39 heures et 5 semaines de congés... 2028 : les 35 heures et 6 semaines de congés... Peut-être ? Il y a de quoi devenir indifférent ou... de lutter pour un vrai changement.

Roland PIERRE